

SOMMAIRE

1 **PROFIL ET CHIFFRES CLÉS** **1**

2	RAPPORT DE GESTION	4
	Faits marquants	4
	Activité	5
	Commentaires sur les comptes	8
	Structure financière	9
	Événements postérieurs à la clôture	9
	Perspectives	9

3	ÉLÉMENTS FINANCIERS	10
	Compte de résultat consolidé	10
	État du résultat global consolidé	10
	Bilan consolidé	11
	Tableau des flux de trésorerie consolidés	12
	Évolution des capitaux propres consolidés	13
	Notes sur les comptes consolidés résumés	14
	Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2013	25
	Déclaration de la personne physique responsable du Rapport financier semestriel	26

PROFIL ET CHIFFRES CLÉS

Le Groupe SEB acteur de son temps

Présent dans près de 150 pays, le Groupe SEB a conquis de fortes positions sur les différents continents grâce à une offre produits ample et très diversifiée, valorisée par un portefeuille exceptionnel de marques. Il est aujourd'hui le leader mondial du Petit Équipement Domestique.

Son succès repose sur sa capacité à innover et à inventer la vie quotidienne de demain.

Au 30 juin 2013
↓
Au 31 décembre 2012
↓

VENTES

1 835 M€	4 060 M€
+ 2,5 %	+ 2,4 %

RÉSULTAT OPÉRATIONNEL D'ACTIVITÉ *

137 M€	415 M€
- 3,8 %	- 8,7 %

RÉSULTAT NET

52 M€	194 M€
- 29,4 %	- 17,7 %

DETTE FINANCIÈRE NETTE

516 M€	556 M€
- 40 M€	- 117 M€

Un groupe multispécialiste

■ ARTICLES CULINAIRES

Poêles, casseroles, faitouts, moules, plats à four, autocuiseurs, cuiseurs à basse pression, ustensiles de cuisine...

■ ÉLECTRIQUE CULINAIRE

Cuisson électrique : friteuses, fours posables, cuiseurs à riz, plaques à induction, autocuiseurs électriques, barbecues, appareils de repas conviviaux, gaufriers, grill-viande, grille-pain, cuiseurs vapeur, machines à pain...

Préparation : robots, batteurs, mixeurs, *blenders*, centrifugeuses, petits préparateurs, cafetières filtre ou à dosettes, machines espresso, bouilloires électriques, machines à bière, extracteurs de lait de soja...

■ SOIN DE LA MAISON ET DE LA PERSONNE

Soin de la personne : appareils de coiffure et d'épilation, pèse-personnes, appareils de massage...

Soin du linge : fers et générateurs de vapeur, machines à laver semi-automatiques, défroisseurs...

Soin de la maison : aspirateurs balais, traîneaux avec ou sans sac, à main et sans fil, ventilateurs, appareils de chauffage et de traitement de l'air...

Des positions mondiales

n°1 Articles culinaires – Autocuiseurs – Fers et générateurs de vapeur – Bouilloires – Cuiseurs vapeur – Grille-pain – Friteuses – Repas conviviaux – Pesage (pèse-personnes et balances de cuisine)

n°2 Machines à café espresso – Fours posables – Gaufriers/Croque-gaufres – Presse-agrumes

n°3 Préparateurs culinaires – Cafetières filtre – Épilateurs électriques

UN LEADERSHIP QUI S'APPUIE SUR DES MARQUES À FORTE NOTORIÉTÉ :

- **Marques mondiales** : All-Clad, Krups, Lagostina, Moulinex, Rowenta et Tefal ;
- **Marques régionales** : Calor/Seb (France et Belgique), T-fal/Mirro/WearEver/AirBake/Regal (Amérique du Nord), Arno/Panex/Rochedo/Penedo/Clock/Samurai/Imusa/Umco (Amérique du Sud), Supor (Chine), Asia Vina (Vietnam), Maharaja Whiteline (Inde).

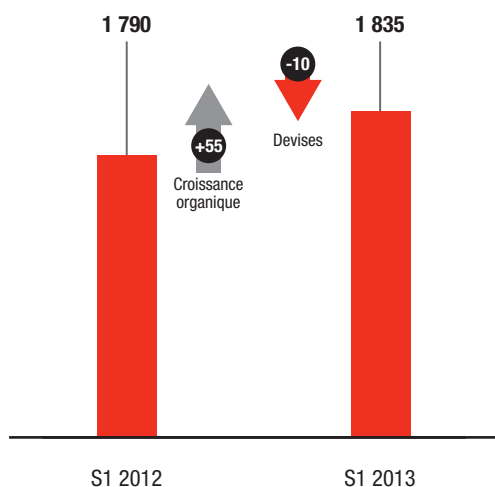
* Précédemment marge opérationnelle.

Au 30 juin 2013

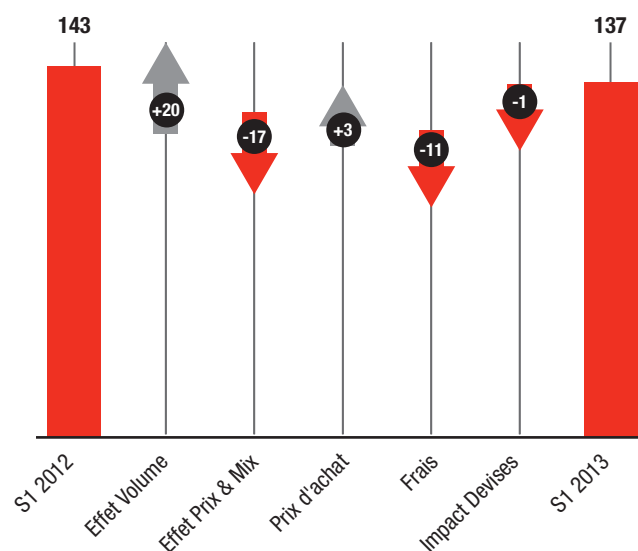
RÉSULTATS CONSOLIDÉS GROUPE SEB

(en millions €)	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2013
Ventes	1 790	1 835
Résultat opérationnel d'activité	143	137
Autres produits et charges	-	(4)
Résultat d'exploitation	127	117
Résultat net part du Groupe	74	52

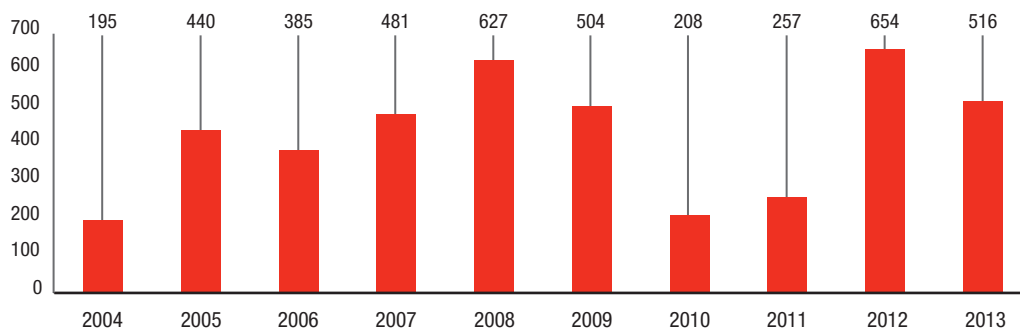
Détail de l'évolution des ventes semestrielles (en millions €)



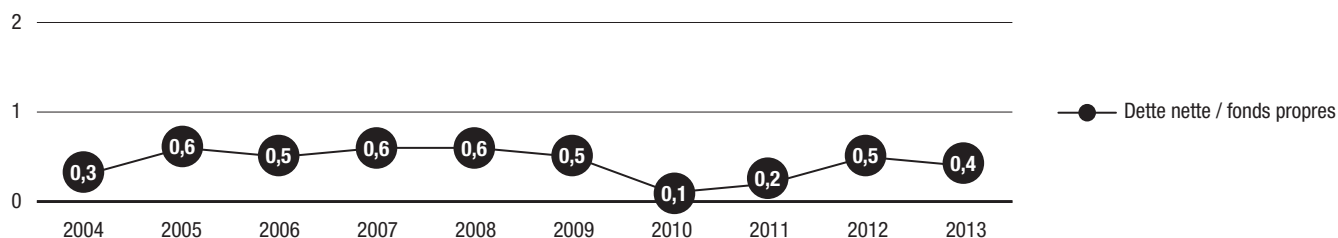
Détail de l'évolution du résultat opérationnel d'activité (en millions €)



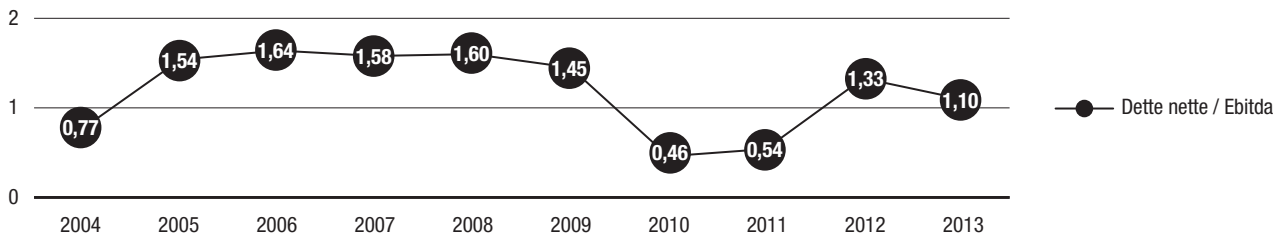
Dettes financières nettes au 30 juin (en millions €)



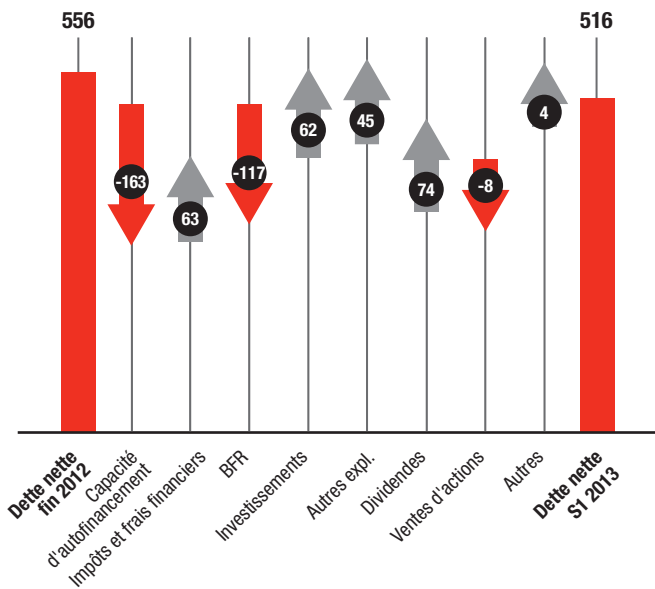
(Ratio au 30/06)



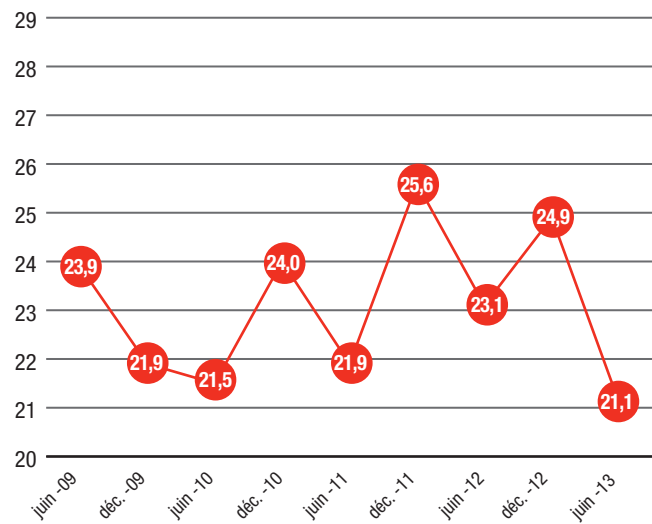
(Ratio au 30/06)



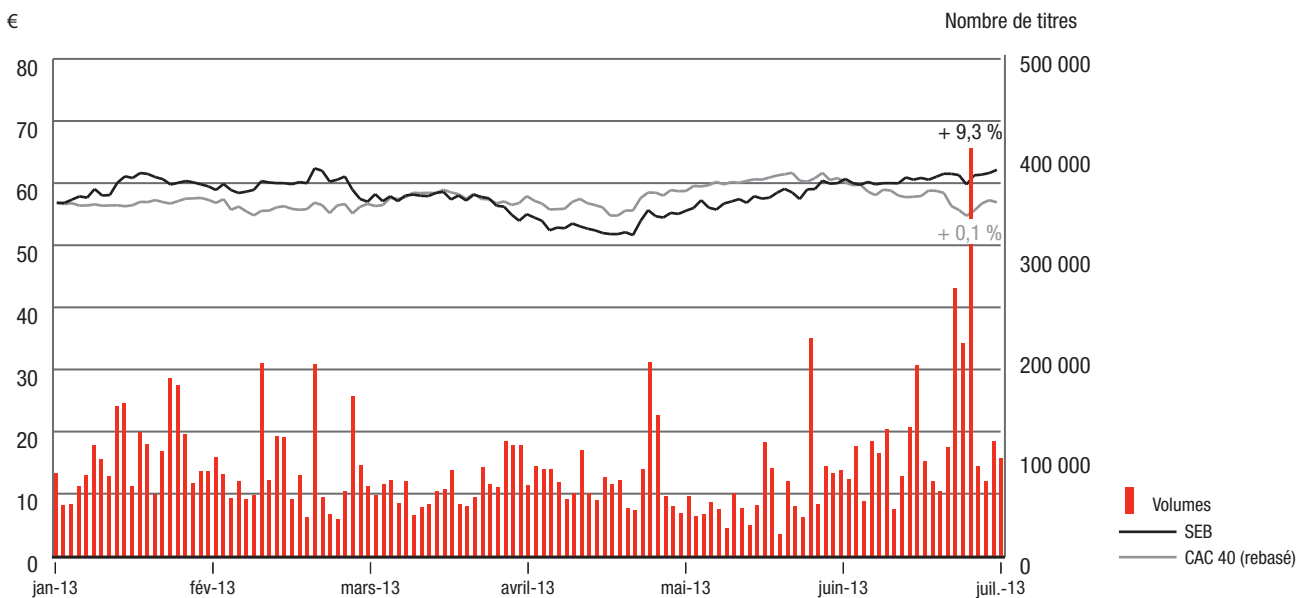
Évolution de l'endettement sur 6 mois (en millions €)



Évolution du besoin en fonds de roulement par semestre (en % des ventes)



Cours de Bourse



2 RAPPORT DE GESTION

Faits marquants

ENVIRONNEMENT GÉNÉRAL

L'activité du 1^{er} semestre s'est déroulée dans le contexte de crise économique qui avait déjà prévalu tout au long de l'année 2012 :

- la zone Euro est restée sous pression dans son ensemble avec une consommation en berne marquée par l'impact des politiques de réduction des déficits budgétaires mises en place par la plupart des gouvernements. Si les pays d'Europe du Sud donnent des signes de stabilisation, d'autres pays comme la France ont vu leur consommation fléchir au premier semestre ;
- le marché américain a bénéficié d'un contexte économique plus porteur avec la poursuite de la baisse du chômage et la reprise des marchés immobiliers, deux facteurs favorables à la consommation des ménages ;
- les marchés émergents ont vu leur croissance économique ralentir, en particulier à travers leurs exportations vers les pays matures. Ils ont, pour certains, été marqués par des mouvements de protestation d'une partie de la population, avec un impact négatif sur la confiance des consommateurs et la fréquentation des magasins.

Dans cet environnement, le marché du Petit Équipement Domestique a été globalement résistant sur le 1^{er} semestre. Le climat est resté très concurrentiel et les offres promotionnelles ou les opérations de fidélisation ont été nombreuses. Ces dernières sont orchestrées par la distribution et reflètent une concurrence exacerbée entre les enseignes et une course à la fréquentation des magasins. Face aux incertitudes actuelles, les distributeurs maintiennent une politique de gestion serrée de leurs stocks qui a des conséquences sur les ventes et sur le besoin en fonds de roulement de leurs fournisseurs.

Devises

Au 1^{er} semestre 2013, sur la base des taux de change moyens, les devises se sont en général dépréciées légèrement par rapport à l'euro. Pour la plupart, ce mouvement s'est accentué sur le deuxième trimestre laissant entrevoir une poursuite de ce mouvement au 3^e trimestre. Le yen a chuté de 21 % sur le semestre suite au changement de gouvernement intervenu en fin d'année 2012 et à l'évolution de la politique monétaire du pays. La dépréciation du réal brésilien s'est poursuivie (- 10,9 %), en particulier sur le premier trimestre. Pour les autres devises de fonctionnement du Groupe, le recul est plus limité : dollar (- 1,2 %), rouble (- 2,7 %), livre sterling (- 3,4 %), lire turque (- 1,8 %), peso colombien (- 3,2 %), dollar canadien (- 2,2 %). À l'inverse, le won coréen s'est apprécié (+ 2,2 %) tandis que le yuan chinois a progressé de 0,9 %. Il est à noter que la volatilité qui prévaut depuis plusieurs années sur le marché des devises est restée d'actualité et que ces évolutions sur taux de change moyens cachent en fait des fluctuations ponctuelles parfois significatives, à la hausse comme à la baisse. La variation des devises a eu un effet de - 10 millions d'euros sur le chiffre d'affaires du Groupe au 1^{er} semestre (contre + 49 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012, soit un écart substantiel entre les deux périodes). L'évolution à la baisse par rapport à l'euro de plusieurs devises de fonctionnement du Groupe à la fin du semestre pourrait conduire, aux cours actuels, à enregistrer un impact plus fortement négatif au deuxième semestre.

L'ensemble de ces variations, défavorables sur le chiffre d'affaires, ont eu un impact non significatif sur le résultat opérationnel d'activité du premier semestre.

Coût des matières premières et transport

La détente observée en 2012 sur les cours des métaux s'est poursuivie au premier semestre 2013 en anticipation d'une poursuite de la réduction de la consommation mondiale. De ce fait, les cours moyens du 1^{er} semestre 2013 s'établissent à un niveau inférieur à ceux de la même période 2012 : l'aluminium a baissé ainsi de 8 % à 1 920 dollars/t, le cuivre de 6 % à 7 545 dollars/t, et le nickel (composant de certains aciers inoxydables) de 13 % à 16 144 dollars/t. Afin de lisser dans la durée les effets de variations parfois brutales des cours des métaux, le Groupe procède à des couvertures partielles de ses besoins (sur l'aluminium et sur le nickel) qui le protègent en cas de hausse marquée des cours, mais qui se traduisent par une certaine inertie en cas de baisse.

Parallèlement, les prix des matières plastiques ont connu des évolutions contrastées avec une légère baisse des prix en Europe et une hausse sensible sur les marchés américains en raison de niveaux de stocks faibles entretenus par les différents producteurs. Le prix du baril de pétrole baisse d'environ 5 % sur le semestre avec un prix moyen de 108 dollars reflétant un cours moyen de 113 dollars au premier trimestre et un cours moyen de 103 dollars au deuxième trimestre.

Les coûts des transports routier et aérien sont restés relativement stables avec une très légère tendance à la baisse. Du côté du fret maritime (Asie Pacifique/Europe), après une légère hausse des prix au deuxième semestre 2012 et au premier semestre 2013, un certain ralentissement des échanges avec la Chine conduit les compagnies maritimes à ajuster une nouvelle fois en baisse leurs tarifs dont le Groupe devrait commencer à bénéficier au deuxième semestre.

CRÉATION DE GROUPE SEB EGYPT FOR HOUSEHOLD APPLIANCES

Le Groupe SEB a créé au 1^{er} trimestre 2013 une joint-venture – qu'il détient à hauteur de 75 % – avec le groupe industriel égyptien Zahran, qui détient des positions de premier rang sur le marché du petit équipement de la maison en Égypte et était jusque-là le distributeur de référence du Groupe en articles culinaires. La société Groupe SEB Egypt for Household Appliances constitue la première implantation directe du Groupe SEB en Afrique et a pour objectif de donner une impulsion forte aux ventes du Groupe dans ce pays, jusque-là réalisées de façon indirecte par des distributeurs. L'activité a démarré courant mars, a été consolidée par intégration globale avec un impact limité dans les comptes du 1^{er} semestre.

LE FONDS STRATÉGIQUE DE PARTICIPATIONS ENTRE AU CAPITAL DE SEB S.A.

Le Fonds Stratégique de Participations (FSP) a pris courant juin une participation de 5,25 % au capital de SEB S.A. Cette opération fait partie des tout premiers investissements du FSP, qui construit son portefeuille. Amicale et pleinement concertée avec le Conseil d'administration et la Direction Générale du Groupe, elle a été réalisée dans une optique d'investissement de long terme, le FSP affirmant ainsi son soutien au modèle économique du Groupe et sa volonté de l'accompagner efficacement dans son développement.

Dans le cadre de cette politique d'investissement de long terme, le FSP sera représenté par un administrateur au Conseil d'administration de SEB S.A., qui sera coopté dans un premier temps et dont la nomination sera proposée pour ratification à l'Assemblée générale de 2014.

NOMINATIONS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET AU COMITÉ EXÉCUTIF

Le 14 mai 2013, l'Assemblée générale des actionnaires de SEB S.A. a approuvé les nominations, pour une durée de 4 ans, de Mmes Laure Thomas et Sarah Chauleur en qualité d'administrateurs représentant le Groupe Fondateur, de Mme Yseulys Costes en qualité d'administrateur indépendant. Elle a, par ailleurs, renouvelé pour 4 ans le mandat d'administrateur de la société FFP, représentée au Conseil d'administration par M. Christian Peugeot.

Le 1^{er} juin 2013, le Groupe a annoncé la nomination de Vincent Léonard au poste de Directeur Général Adjoint, en charge des Finances. Il avait rejoint en mars le Comité exécutif du Groupe SEB. Il succède à Jean-Pierre Lac qui a pris sa retraite à cette date après avoir tenu cette fonction pendant 12 ans au sein du Groupe.

Activité

Ventes (en millions €)	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2013	Variations en %*	
			Parités courantes	Périmètre et parités constants
France	287	262	- 8,8	- 8,8
Autres pays de l'Europe occidentale	322	338	+ 5,1	+ 5,4
Amérique du Nord	188	197	+ 5,1	+ 4,7
Amérique du Sud	200	194	- 3,0	+ 4,9
Asie Pacifique	479	522	+ 8,9	+ 7,4
Europe centrale, Russie et autres pays	314	322	+ 2,5	+ 2,9
TOTAL	1 790	1 835	+ 2,5	+ 3,1

Ventes (en millions €)	2 ^e trimestre 2012	2 ^e trimestre 2013	Variations en % *	
			Parités courantes	Périmètre et parités constants
France	155	136	- 12,1	- 12,1
Autres pays de l'Europe occidentale	156	177	+ 13,2	+ 13,8
Amérique du Nord	97	102	+ 5,3	+ 4,3
Amérique du Sud	102	97	- 4,7	+ 3,0
Asie Pacifique	223	239	+ 6,8	+ 5,5
Europe centrale, Russie et autres pays	146	153	+ 4,7	+ 5,7
TOTAL	879	904	+ 2,8	+ 3,5

* Calculées sur chiffres non arrondis.

Le marché du Petit Équipement Domestique est resté plutôt bien orienté et résilient, du fait d'une relative bonne tenue de la demande au plan global, mais avec des à-coups selon les trimestres et des situations géographiquement contrastées. Il se caractérise en outre par un contexte très concurrentiel et promotionnel, alimenté à la fois par nos concurrents qui pratiquent des prix bas et par la distribution qui conjugue offres spéciales et déstockages.

Dans cet environnement, le Groupe SEB a réalisé au 1^{er} semestre 2013 des ventes de 1 835 millions d'euros, en progression de 2,5 %, incluant un effet devises négatif de 10 millions d'euros. Les ventes progressent de 3,1 % à périmètre et taux de change constants tirées par un deuxième trimestre un peu plus dynamique que le premier.

PERFORMANCE PRODUITS

La politique d'innovation continue à soutenir l'activité du Groupe. Quelque 170 nouveaux produits et modèles ont été lancés sur nos différents marchés au 1^{er} semestre.

Articles culinaires

Dans un marché mondial des articles culinaires plutôt résilient, le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires stable sur le semestre. L'activité a en particulier souffert d'un effet de référence élevé en France, où une opération de fidélisation avec un distributeur sur la gamme Ingenio avait rencontré un franc succès au premier semestre 2012, et de tendances d'activité plus difficiles dans des pays comme le Japon ou la Corée. Ces impacts négatifs ont été compensés par une progression des ventes en Chine, sous l'effet d'une forte dynamique autour du nouvel an chinois et de la reprise d'une demande solide qui a profité à l'ensemble de la gamme. L'activité a été également très bien orientée en Allemagne, en Europe Centrale et au Moyen-Orient.

Les poêles et casseroles ont bénéficié au premier semestre du déploiement de notre nouvelle gamme de produits à revêtement céramique et d'une croissance continue du segment induction. En revanche, les ventes d'autocuiseurs s'établissent en baisse en raison notamment d'un marché français toujours morose. Le développement de notre offre en céramique, inox et dans les ustensiles de cuisine devrait porter notre activité au second semestre.

Électrique culinaire

Les ventes ont progressé bénéficiant de la bonne dynamique des activités de cuisson électrique et préparation des aliments. En cuisson électrique, les ventes ont été soutenues grâce à la bonne performance de Supor pendant le nouvel an chinois et à un retour à des niveaux de demande plus soutenus. Les ventes de friteuses traditionnelles ont connu une bonne dynamique alors que celles d'Actifry plafonnent avec des ventes en repli dans certains pays d'Europe et un développement continu en Amérique du Nord. Le multicuiseur Cookeo remporte un franc succès et poursuit son déploiement international.

La préparation des aliments a conservé une bonne dynamique portée par une forte progression en kitchen machines avec un renforcement de nos positions à la clé. Les hachoirs à viande, produits phare sur le marché russe, ont également connu des ventes solides et participé à la croissance de l'activité.

La préparation des boissons a maintenu son niveau d'activité mais a été pénalisée par un semestre plus difficile pour Nespresso qui fait face à une offre concurrente de plus en plus large en café portionné. Cette évolution a été compensée par une croissance en cafetières expresso automatiques en particulier en France et en Allemagne, les deux marchés les plus importants pour ce produit, et par des développements favorables pour la machine Dolce Gusto grâce, notamment, à une opération de fidélisation conclue avec une banque espagnole et à de nouvelles avancées au Brésil.

Soin du linge et de la maison

Dans un marché du soin du linge en baisse, les ventes du Groupe ont légèrement fléchi. L'activité est restée difficile en Europe, même si le Groupe y a repris des parts de marché en fers et en générateurs vapeur dans la plupart des pays. L'activité a été bien orientée en Russie où le Groupe a amélioré ses positions dans un contexte de demande favorable. Le fer sans fil Freemove a continué son déploiement international avec en particulier un très bon accueil sur les marchés turc et japonais. Les ventes de machines à laver non-automatiques, produit typique du marché brésilien, ont marqué le pas, bénéficiant encore peu de l'arrivée de nouveaux modèles offrant une capacité plus grande plus conforme aux attentes actuelles des consommateurs brésiliens. L'activité du deuxième semestre devrait être portée par une nouvelle gamme de générateurs vapeurs Tefal et un générateur silencieux Rowenta. Le Groupe continuera d'accroître sa présence dans les marchés émergents notamment au travers d'une offre de fers secs.

L'entretien de la maison a connu un rythme de croissance solide. Le Groupe a bénéficié du succès continu de l'aspirateur balai Air Force avec de nouvelles avancées en France, Allemagne, Italie et Espagne notamment. Dans les aspirateurs avec sac, le Groupe continue de mettre l'accent sur le silence comme axe de développement avec la gamme Silence Force Extreme qui gagne des parts de marché. Le Groupe progresse également dans les aspirateurs sans sac et a continué d'élargir son offre pour couvrir l'ensemble des segments avec une entrée au premier semestre sur le marché très dynamique des aspirateurs robots avec la gamme Extrem'Air Motion. Les ventilateurs ont connu des tendances de croissance soutenues portés par des conditions climatiques favorables en Amérique du Sud et par le développement d'Ultimate, produit qui permet au Groupe de prendre position sur le marché des ventilateurs de plafond.

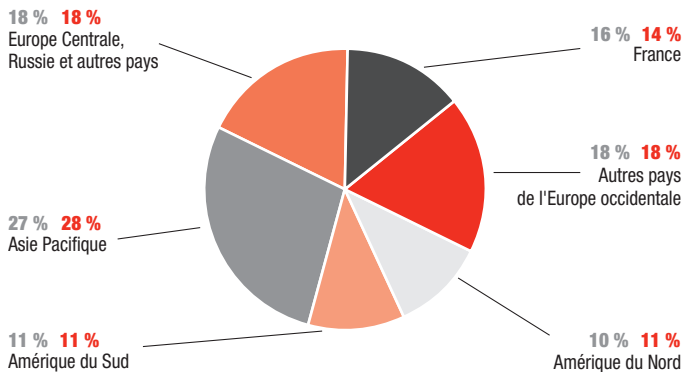
Soin de la personne

Au premier semestre, dans un marché du sèche-cheveux globalement stable en Europe, le Groupe a amélioré ses positions grâce à des campagnes de communication en France et en Italie notamment et au bon accueil de la gamme de sèche-cheveux silencieux Silence AC. Steampod, le lisseur réalisé en partenariat avec L'Oréal, réalise une belle contribution et poursuit sa progression dans les salons de coiffure. L'épilation est en retrait dans l'attente du lancement de Soft Extrême, un nouvel épilateur sans douleur. Enfin, l'activité de pesage ressort globalement stable, tirée notamment par la gamme de balances Optiss.

PERFORMANCE GÉOGRAPHIQUE

Présent dans près de 150 pays, le Groupe SEB a réalisé au 1^{er} semestre 2013 des ventes réparties comme suit :

Répartition des ventes par zone géographique



Chiffres 2012
Chiffres 2013

En France, la conjoncture économique tendue et la pression sur le pouvoir d'achat des ménages ont fortement impacté la consommation et le marché du Petit Équipement Domestique n'a pas été immune au recul de la demande. Il a en outre été perturbé au 1^{er} semestre par des programmes de fidélisation qui rendent les comparaisons difficiles d'une période à l'autre. Dans cet environnement morose, le phénomène de gestion très serrée des stocks par les distributeurs et l'amplification des opérations promotionnelles se sont poursuivis voire intensifiés.

Dans ce contexte, les ventes du Groupe SEB ont baissé de près de 9 % à fin juin, à l'issue d'un 2^e trimestre en recul de 12 % qui s'explique pour moitié par la non-réccurrence en 2013 d'un programme de fidélisation mené au 2^e trimestre 2012 en articles culinaires Ingenio avec l'un de nos clients distributeurs. En petit électroménager, la situation est plus équilibrée : si les ventes souffrent en cafetières Nespresso – du fait du développement de systèmes alternatifs en café portionné – et en repassage, dans l'attente de la montée en puissance des nouveaux générateurs de vapeur lancés en mai, l'activité s'est avérée dynamique en aspirateurs, en robots pâtisseries (*kitchen machines*), en cafetières expresso automatiques et en sèche-cheveux, grâce notamment au succès du modèle « Silence AC ». La dégradation apparente de la performance par rapport au 1^{er} trimestre ne doit pas être extrapolée mais être mise en perspective d'un historique élevé au 2^e trimestre 2012 du fait du programme de fidélisation susmentionné.

Dans les autres pays de l'Europe Occidentale, le 2^e trimestre n'a pas apporté de changement majeur au contexte macro-économique qui demeure globalement morose et fragile. Pour autant, le marché du Petit Équipement Domestique a connu sur le semestre une évolution positive, la croissance soutenue dans des pays comme l'Allemagne ou le Royaume-Uni compensant largement la baisse continue de la demande en Espagne ou en Grèce.

Dans cet environnement contrasté, le Groupe achève le semestre sur une progression soutenue de ses ventes, portée par une activité robuste au 2^e trimestre en complète opposition avec l'effondrement subi au 2^e trimestre 2012. Ainsi, en Espagne, la croissance enregistrée en début d'année s'est fortement accélérée sous l'effet de la mise en place d'un

important programme de fidélisation avec une banque sur Dolce Gusto et d'une opération similaire avec un distributeur sur des produits Rowenta Élite en soin de la personne. Au Portugal, le redressement général de l'activité engagé depuis janvier s'est poursuivi à un rythme élevé avec une dynamique forte dans l'ensemble des catégories de produits. En Italie, le rebond du chiffre d'affaires au 2^e trimestre est largement dû à une opération de fidélisation à durée limitée. En revanche, la croissance forte des ventes en Allemagne s'appuie sur plusieurs piliers solides tels que le repassage, porté par les effets très favorables du dernier *Stiftung Warentest*, le café (Dolce Gusto et machines expresso automatiques), les articles culinaires... et sur des moyens moteurs accrus. La dynamique est également restée positive au Royaume-Uni, malgré des historiques désormais exigeants, avec de nouvelles avancées dans les articles culinaires alors que les ventes restent en repli au Benelux dans des marchés moroses peu enclins à la consommation.

En Amérique du Nord, les ventes semestrielles affichent une progression ferme à parités constantes, essentiellement portées par une activité soutenue aux États-Unis et très robuste au Canada. La légère embellie de l'économie américaine s'est traduite par une meilleure tenue de la consommation sur la période.

Dans un marché du Petit Équipement Domestique un peu plus porteur, le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires en croissance modérée sur 6 mois, mais en accélération au 2^e trimestre. Les ventes d'articles culinaires ont été tirées par le cœur de gamme, segment le plus dynamique de notre offre. T-fal a été soutenue par le lancement réussi de nouveaux produits, une distribution élargie – avec en particulier un essor rapide chez Amazon – et l'appui fort d'une opération commerciale ponctuelle sur le « Jumbo cooker », sauteuse de grande contenance. L'activité a également été mieux orientée en petit électroménager, avec de nouveaux référencements dans la distribution en repassage, tant sous marque Rowenta que T-fal, une amélioration amorcée dans la catégorie des friteuses liée notamment à un mouvement porteur sur Actifry en début d'année et la poursuite de la reconquête de Krups dans le domaine du café.

Au Canada, après un 1^{er} trimestre vigoureux, dans la lignée de 2012, la croissance s'est quelque peu ralentie mais la tendance de fond est restée très positive, notamment en repassage, en grille-pain, et avec Fresh Express. Au Mexique, la fin du programme de fidélisation avec un distributeur s'est traduite par un net tassement des ventes au 2^e trimestre, qui a pénalisé le chiffre d'affaires semestriel.

En Amérique du Sud, les ventes à fin juin reflètent à la fois la poursuite de la dépréciation du réal brésilien et une activité moins porteuse au 2^e trimestre qu'au 1^{er} dont l'origine est principalement à mettre au compte des événements de juin au Brésil. Dans ce pays, après un début d'année plutôt tonique, malgré une confiance mitigée des consommateurs confrontés à une perte de pouvoir d'achat et un contexte de marché très concurrentiel et promotionnel, le Groupe avait réussi à maintenir une bonne dynamique en avril-mai. Elle s'appuyait notamment sur une offre produits solide (ventilateurs, robot culinaire Planetaria, Actifry, Beertender...) et sur le développement du e-commerce, avec des gammes dédiées. La conjonction d'une fête des mères en demi-teinte ayant entraîné des stocks importants dans la distribution, et de troubles sociaux en juin avec des conséquences significatives sur la consommation, a abouti à une chute marquée de notre activité au cours de ce mois. Pour autant, les commandes annulées ou non passées en juin semblent avoir été reportées sur juillet et devraient contribuer à une croissance retrouvée au 3^e trimestre.

En Colombie, la situation est inverse, avec une accélération de la progression des ventes au 2^e trimestre, après un début d'année poussif. Le Groupe bénéficie de la bonne complémentarité de ses deux marques principales sur le pays, Samurai et Imusa. Parmi les produits champions contributeurs à l'amélioration de la situation, on citera le repassage, la préparation des aliments, les appareils de coiffure, les ventilateurs et les articles culinaires. L'activité dans les autres pays de la zone s'est avérée plus erratique avec des performances satisfaisantes en Argentine, dans un environnement compliqué, ainsi qu'au Chili, mais en recul fort au Venezuela.

En Asie-Pacifique, la situation reste très hétérogène d'un pays à l'autre. La progression du chiffre d'affaires semestriel provient essentiellement du retour à la croissance de notre activité en Chine après une année 2012 difficile et atypique. Supor a largement surperformé la concurrence et poursuivi la consolidation de ses positions. Après un 1^{er} trimestre fortement dynamisé par le Nouvel An Chinois, l'activité s'est normalisée au 2^e trimestre tout en restant très porteuse sur la quasi-totalité de l'offre produits avec une mention particulière pour les autocuiseurs – classiques et électriques –, les cuiseurs à riz, les poêles et casseroles et les ustensiles. Parallèlement, Supor a continué son développement dans les villes de 3^e et 4^e rang, afin d'optimiser sa couverture territoriale, et a intensifié ses ventes via internet.

Au Japon, dans un marché du Petit Équipement Domestique essentiellement alimenté par des produits d'importation, la dépréciation du yen constitue un enjeu général. L'activité du Groupe y est quasiment stable à parités constantes sur le semestre, après plusieurs années de croissance soutenue, avec une contribution positive des produits nouvellement lancés tels que les aspirateurs et le fer Freemove. En Corée, un contexte plus tendu, les nouvelles réglementations en matière d'ouverture des magasins et la cessation d'activité d'un client se sont traduits par un léger tassement des ventes. En Thaïlande, nous poursuivons notre essor rapide grâce à des

investissements soutenus et à l'élargissement de notre offre produits. Enfin, au Vietnam, les ventes au 30 juin bénéficient d'une forte dynamique en ventilateurs.

En Europe centrale, Russie et autres pays (Turquie, Moyen-Orient, Afrique...), le chiffre d'affaires à fin juin montre une accélération sensible de la croissance au 2^e trimestre, mais pour autant, les situations de marché et les performances du Groupe varient amplement selon les pays. En Russie, la vitalité de la consommation se maintient et les ventes du Groupe ont continué à progresser, portées en particulier par les hachoirs à viande et le repassage. Le Groupe a également profité de l'engouement fort des Russes pour les multicuiseurs qui ont poursuivi leur développement rapide.

En Pologne, notre plus gros marché en Europe centrale, le redressement graduel de l'économie nous a permis de renouer avec une croissance solide de notre activité à la fois en articles culinaires et en petit électroménager (préparateurs culinaires, cafetières expresso automatiques, repassage...). Des opérations spéciales menées avec des distributeurs ont participé à la progression des ventes tant en Russie qu'en Pologne. En Ukraine, après un démarrage vigoureux, l'activité a marqué le pas au 2^e trimestre dans un marché qui reste tonique mais est ponctuellement perturbé par des mouvements de fusion dans la distribution.

En Turquie, dans un marché compliqué car fortement protégé, très concurrentiel et promotionnel, le Groupe rencontre des difficultés depuis plusieurs mois mais a mis en place des plans d'action produits spécifiques afin de retrouver le chemin d'une croissance rentable. Les troubles politiques récents ont cependant eu des répercussions sur les ventes, qui ont souffert en juin. Enfin, l'activité s'est redressée au 2^e trimestre, comme prévu, au Moyen-Orient (Arabie Saoudite et Émirats Arabes Unis).

Commentaires sur les comptes

Le 1^{er} semestre 2013 s'est caractérisé par un environnement macro-économique légèrement mieux orienté qu'en 2012, avec toutefois la persistance de situations contrastées selon les pays. Pour le Groupe, l'activité des 6 premiers mois de 2013 progresse de 3,1 %, à périmètre et taux de change constants (ie en excluant Maharaja Whiteline et hors joint-venture en Égypte, consolidée depuis le 1^{er} mars 2013 mais dont l'effet est négligeable dans les comptes), tirée par un 2^e trimestre (+ 3,5 %) un peu plus dynamique que le 1^{er} (+ 2,7 %). Pour autant, on rappellera que les performances du Groupe des 6 premiers mois ne sont pas représentatives de l'ensemble de l'exercice, du fait de la forte saisonnalité des ventes au 4^e trimestre calendaire, liée aux fêtes de fin d'année.

RÉSULTAT OPÉRATIONNEL D'ACTIVITÉ

À 137 millions d'euros, le résultat opérationnel d'activité du 1^{er} semestre est conforme aux anticipations, en léger repli, de 3,8 %, sur celui du 1^{er} semestre 2012 (142,5 millions d'euros). On soulignera toutefois, comme à l'accoutumée, que le résultat opérationnel d'activité du 1^{er} semestre n'est pas représentatif de l'année pleine et ne saurait être extrapolé.

Cette évolution du résultat opérationnel d'activité trouve son origine dans divers facteurs aux effets parfois contraires :

- l'effet volume est positif de 20 millions d'euros, reflétant à la fois la croissance organique des ventes et une bonne absorption des coûts industriels sur la période ;
- l'effet mix-prix est négatif de 17 millions d'euros du fait, essentiellement de la géographie des ventes, la conjugaison du recul en France et de la progression soutenue en Chine, en Europe Centrale et en Amérique latine impactant défavorablement le mix-produit ;
- dans un contexte de détente des cours des matières premières, les prix d'achat se sont légèrement améliorés ;
- l'impact devises à fin juin est non significatif (- 1 million d'euros), la parité moyenne euro/dollar du 1^{er} semestre 2013 étant stable par rapport au 1^{er} semestre 2012 et les fluctuations positives et négatives des autres devises de fonctionnement du Groupe s'annulant sur la période. L'amplification récente des variations devrait induire un impact plus marqué au second semestre.
- des frais en augmentation de 11 millions d'euros, comprenant des investissements en moyens moteurs légèrement renforcés et des frais de structure accrus pour accompagner le développement du Groupe.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION ET RÉSULTAT NET

Le résultat d'exploitation s'est établi à 117 millions d'euros, contre 127 millions d'euros à fin juin 2012. Cette baisse de 7,2 % s'explique par le repli du Résultat Opérationnel, auquel s'ajoutent d'autres charges d'exploitation (de 4 millions d'euros alors qu'elles étaient quasi inexistantes au 1^{er} semestre 2012) comprenant notamment des coûts liés à des restructurations mineures dans quelques pays ainsi que des frais exceptionnels (par exemple de gestion du litige sur Maharaja Whiteline). Le poste Intéressement et Participation est quant à lui stable à 16 millions d'euros.

Le résultat financier atteint - 25 millions d'euros (- 14 millions d'euros à fin juin 2012). Il est composé de frais financiers à hauteur de 15,5 millions d'euros, en augmentation par rapport à l'an dernier, en raison d'un montant de trésorerie disponible, faiblement rémunérée, plus important suite à la mise en place d'un Schuldschein au 2^e semestre 2012. Le coût de la dette brute

reste stable à 3,8 % sur la période. Les autres charges financières pèsent à hauteur de 9,5 millions d'euros et comprennent des pertes de change de 4 millions d'euros (vs. un gain de 4 millions d'euros au S1 2012) liées à la dépréciation de certaines monnaies et notamment du bolivar vénézuélien et d'autres charges financières comprenant notamment des avantages au personnel.

Le résultat net s'établit à 52 millions d'euros, en baisse de 29 % par rapport au 1^{er} semestre 2012. Il s'entend après une charge d'impôt de 27 millions d'euros – soit un taux de 29,4 %, supérieur aux 28 % de fin juin 2012 – et après déduction de la part des intérêts minoritaires de Supor qui s'élève à 13 millions d'euros (contre 7 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012) et reflète l'amélioration des performances de Supor sur la période. Le recul du résultat net est largement lié à des facteurs exogènes ou non récurrents qui sont sans incidence sur le développement du Groupe ou sur sa rentabilité intrinsèque et ne saurait être extrapolé sur l'ensemble de l'exercice.

Structure financière

Le Groupe s'appuie sur une situation financière saine et sur un bilan solide.

Au 30 juin 2013, les capitaux propres du Groupe s'élèvent à 1 455 millions d'euros, quasiment stables par rapport à ceux de fin 2012. Cette évolution s'explique par les facteurs suivants dont les évolutions se sont compensées sur le semestre :

- une contribution positive du résultat du semestre (65 millions d'euros y compris intérêts minoritaires) ;
- des écarts de conversion négatifs à hauteur de 6 millions d'euros résultant de l'impact sur les fonds propres de filiales de la dépréciation de plusieurs devises de fonctionnement du Groupe compensée, en partie, par la légère appréciation du yuan chinois ;
- le paiement des dividendes (74 millions d'euros) ;

- des ventes d'actions propres pour 8 millions d'euros liées à l'exercice de stock-options.

La dette financière nette s'élève au 30 juin 2013 à 516 millions d'euros, en baisse de 40 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2012. Cette évolution favorable résulte d'une génération de trésorerie d'exploitation de 110 millions d'euros sur le 1^{er} semestre issue en particulier d'une gestion serrée du besoin en fonds de roulement, qui représente en fin de période 21 % du chiffre d'affaires, contre 23 % un an auparavant.

Avec un ratio dette/fonds propres de 35 % et un ratio dette/EBITDA de 1,1, le Groupe consolide encore sa structure financière qui s'appuie sur une architecture de financement diversifiée et flexible.

Événements postérieurs à la clôture

Depuis le mois de décembre 2012, un litige oppose Harish Kumar, fondateur de Maharaja Whiteline, au Groupe SEB concernant la direction opérationnelle de la société indienne. Le juge de la High Court de Delhi a rendu son délibéré le 19 juillet 2013 et a rejeté toutes les demandes d'Harish Kumar, ce qui a pour effet de restaurer le Groupe SEB dans le management opérationnel de l'entreprise.

Cette décision sera susceptible de recours dans les semaines qui viennent, lorsque le jugement écrit aura été délivré, mais le Groupe SEB entend faire prévaloir au plus tôt ses prérogatives de direction générale de la société.

Perspectives

Au 1^{er} semestre 2013, malgré quelques signes de détente ou d'amélioration sur certains marchés, l'environnement général est resté tendu et contrasté. La fin du semestre a notamment été perturbée au Brésil et en Turquie par les mouvements de contestation populaire, qui ont pesé sur la consommation. L'activité du Groupe s'est néanmoins globalement bien tenue et les performances opérationnelles ont été en ligne avec les anticipations.

Sur la base des performances du 1^{er} semestre et des indicateurs économiques actuels, le Groupe est raisonnablement confiant pour les mois à venir. Face

aux fluctuations récentes des devises, il est particulièrement vigilant et prêt à mettre en œuvre les actions compensatrices telles qu'un ajustement de la politique de prix, une réduction des coûts, un ciblage accru des investissements... Bien armé et réactif, le Groupe confirme ainsi sa confiance dans sa capacité à réaliser une légère croissance organique de ses ventes en 2013, à préserver le niveau de résultat opérationnel d'activité de 2012 et à poursuivre la réduction de son endettement.

3 ÉLÉMENTS FINANCIERS

Comptes consolidés résumés au 30 juin 2013

Compte de résultat consolidé

(en millions €)	30/06/2013 6 mois	30/06/2012 ^(a) 6 mois	31/12/2012 12 mois
Produits des activités ordinaires (note 4)	1 835,2	1 790,0	4 059,7
Frais opérationnels (note 5)	(1 698,1)	(1 647,5)	(3 644,3)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL D'ACTIVITÉ	137,1	142,5	415,4
Intéressement et participation (note 6)	(15,5)	(15,7)	(48,2)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	121,6	126,8	367,2
Autres produits et charges d'exploitation (note 7)	(4,1)	(0,2)	0,4
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	117,5	126,6	367,6
Coût de l'endettement financier (note 8)	(15,5)	(13,8)	(29,3)
Autres produits et charges financiers (note 8)	(9,9)	(0,3)	(33,4)
Résultat des entreprises associées	0,0	0,0	
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	92,1	112,5	304,9
Impôt sur les résultats (note 9)	(27,1)	(31,5)	(94,2)
RÉSULTAT NET	65,0	81,0	210,7
Part des minoritaires	(12,9)	(7,2)	(16,5)
RÉSULTAT NET REVENANT À SEB S.A.	52,1	73,8	194,2
RÉSULTAT NET REVENANT À SEB S.A. PAR ACTION (EN UNITÉS)			
Résultat net de base par action	1,08	1,55	4,07
Résultat net dilué par action	1,07	1,52	4,01

(a) Après non consolidation de Maharaja Whiteline (cf. note 2) et application rétrospective d'IAS 19R.

Les notes 1 à 17 sur les comptes consolidés font partie intégrante des états financiers.

État du résultat global consolidé

(en millions €)	30/06/2013 6 mois	30/06/2012 6 mois	31/12/2012 12 mois
Résultat net de l'exercice	65,0	81,0	210,7
Éléments recyclables ultérieurement en résultat			
Couvertures de flux de trésorerie et d'investissements	(1,3)	5,3	16,3
Écarts de conversion	(6,0)	12,9	(25,9)
Effets d'impôt	0,4	(1,8)	(5,6)
Éléments non recyclables en résultat			
Écarts actuariels	(2,9)		(29,4)
Effets d'impôt	0,9		9,1
PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES, NETS D'IMPÔT	(8,9)	16,4	(35,5)
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS SUR LA PÉRIODE, NETS D'IMPÔTS	56,1	97,4	175,2
Dont part du Groupe	39,9	87,7	160,8
Dont part des minoritaires	16,2	9,7	14,4

Bilan consolidé

ACTIF (en millions €)	30/06/2013	30/06/2012^(a)	31/12/2012
Goodwill	467,3	476,1	461,7
Autres immobilisations incorporelles	432,3	446,8	434,0
Immobilisations corporelles	496,7	493,0	491,0
Participations dans les entreprises associées	0,0		
Autres participations	38,6	62,4	38,0
Autres actifs financiers non courants	10,9	9,9	9,1
Impôts différés	72,2	69,1	47,9
Autres actifs non courants	5,4	6,8	9,0
Instruments dérivés actifs non courants	0,0		
ACTIFS NON COURANTS	1 523,4	1 564,1	1 490,8
Stocks et en-cours	780,4	723,2	681,0
Clients	533,4	600,1	835,8
Autres créances courantes	114,6	73,2	83,8
Impôt exigible	21,7	16,5	41,0
Instruments dérivés actifs courants	17,9	5,5	14,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 13)	416,0	169,9	398,7
ACTIFS COURANTS	1 884,0	1 588,5	2 055,1
TOTAL ACTIF	3 407,4	3 152,6	3 545,9

(a) Après non consolidation de Maharaja Whiteline (cf. note 2) et application rétrospective d'IAS 19R.

PASSIF (en millions €)	30/06/2013	30/06/2012^(a)	31/12/2012
Capital	50,2	50,0	50,2
Réserves consolidées	1 348,1	1 291,7	1 372,7
Actions propres (note 10)	(83,6)	(102,6)	(91,1)
Capitaux propres Groupe	1 314,7	1 239,1	1 331,8
Intérêts minoritaires	139,8	126,5	130,3
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	1 454,5	1 365,6	1 462,1
Impôts différés	77,9	80,0	82,0
Provisions non courantes (note 12)	184,5	163,3	179,7
Dettes financières non courantes (note 13)	649,5	533,8	653,6
Autres passifs non courants	33,4	29,8	30,8
Instruments dérivés passifs non courants	0,0	0,4	0,0
PASSIFS NON COURANTS	945,3	807,3	946,1
Provisions courantes (note 12)	42,4	51,6	50,6
Fournisseurs	445,1	395,6	508,0
Autres passifs courants	201,1	196,2	239,7
Impôt exigible	25,4	42,9	31,4
Instruments dérivés passifs courants	8,8	7,3	9,5
Dettes financières courantes (note 13)	284,8	286,2	298,6
PASSIFS COURANTS	1 007,6	979,6	1 137,7
TOTAL PASSIF	3 407,4	3 152,6	3 545,9

(a) Après non consolidation de Maharaja Whiteline (cf. note 2) et application rétrospective d'IAS 19R.

Les notes 1 à 17 sur les comptes consolidés font partie intégrante des états financiers.

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions €)	30/06/2013 6 mois	30/06/2012 ^(b) 6 mois	31/12/2012 12 mois
RÉSULTAT NET REVENANT À SEB S.A.	52,1	73,8	194,2
Amortissements et dotations aux provisions sur immobilisations	54,1	52,5	109,0
Variation des provisions	(4,9)	(6,8)	4,6
Pertes et gains latents sur instruments financiers	(5,0)	(2,1)	(1,9)
Charges et produits liés aux stock-options	2,0	2,0	9,0
Plus ou (moins) values sur cessions d'actifs	0,8	0,1	
Autres éléments	0,0		
Résultat part des minoritaires	12,9	7,2	16,5
Charge d'impôt (exigible et différé)	33,1	30,8	97,3
Coût de l'endettement financier net	15,4	14,9	31,1
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT ^(a)	160,5	172,4	459,7
Variation des stocks et en-cours	(114,2)	(11,7)	15,3
Variation des clients	292,2	235,7	(17,1)
Variation des fournisseurs	(61,0)	(124,6)	(3,4)
Variation autres dettes et autres créances	(66,9)	(40,5)	(7,6)
Impôts versés	(47,8)	(37,8)	(103,1)
Intérêts versés	(15,4)	(14,9)	(31,1)
TRÉSORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION	147,2	178,6	312,7
Encaissements sur cessions d'actifs	0,7	2,7	5,6
Investissements corporels	(55,9)	(52,4)	(111,3)
Investissements logiciels et incorporels	(6,4)	(7,8)	(16,3)
Autres investissements financiers	(2,5)	(5,0)	(12,2)
Acquisitions (nettes de la trésorerie des sociétés acquises)	0,0		
Incidence des autres variations de périmètre	0,0	0,0	
TRÉSORERIE AFFECTÉE À DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	(64,1)	(62,5)	(134,2)
Variation de la dette financière non courante	(4,2)	(0,2)	121,6
Variation de la dette financière courante	(6,8)	(50,5)	(35,5)
Augmentation de capital			9,3
Transactions entre actionnaires	0,7	(1,3)	(1,3)
Mouvements sur actions propres	7,6	(10,5)	(4,7)
Dividendes versés (y compris minoritaires)	(73,6)	(67,8)	(67,8)
TRÉSORERIE AFFECTÉE À DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	(76,3)	(130,3)	21,5
Incidence des variations de taux de change	10,5	(11,9)	2,7
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	17,3	(26,1)	202,7
Trésorerie en début d'exercice	398,7	196,0	196,0
Trésorerie en fin d'exercice	416,0	169,9	398,7

(a) Avant coût de l'endettement financier net et impôt.

(b) Après non consolidation de Maharaja Whiteline (cf. note 2) et application rétrospective d'IAS 19R.

Évolution des capitaux propres consolidés

(en millions €)	Capital	Primes	Réserves consolidées	Écart de conversion	Actions propres	Capitaux propres Part du Groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
AU 1^{ER} JANVIER 2012 ^(a)	50,0	78,9	997,4	185,3	(93,3)	1 218,4	123,4	1 341,8
Résultat net de la période			73,8			73,8	7,3	81,0
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres			3,5	10,5		14,0	2,4	16,4
<i>Total des gains et pertes</i>			77,3	10,5		87,8	9,7	97,4
Distribution de dividendes			(61,9)			(61,9)	(5,9)	(67,8)
Augmentation de capital								0,0
Mouvements actions propres					(9,3)	(9,3)		(9,3)
Plus (moins)-values après impôt sur cessions d'actions propres			(0,8)			(0,8)		(0,8)
Option de souscription ou d'achat d'actions			2,0			2,0		2,0
Autres mouvements			2,9			2,9	(0,6)	2,3
AU 30 JUIN 2012 ^(a)	50,0	78,9	1 016,9	195,8	(102,6)	1 239,1	126,5	1 365,6
Résultat net de la période			120,4			120,4	9,2	129,6
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres			(13,1)	(34,3)		(47,4)	(4,5)	(51,9)
<i>Total des gains et pertes</i>			107,3	(34,3)	0,0	73,0	4,7	77,7
Distribution de dividendes								
Augmentation de capital	0,2	9,2				9,4		9,4
Mouvements actions propres					11,5	11,5		11,5
Plus (moins)-values après impôt sur cessions d'actions propres			(3,7)			(3,7)		(3,7)
Option de souscription ou d'achat d'actions			6,3			6,3		6,3
Autres mouvements			(3,8)			(3,8)	(1,0)	(4,8)
AU 31 DÉCEMBRE 2012	50,2	88,1	1 123,0	161,5	(91,1)	1 331,8	130,2	1 462,0
Résultat net de la période			52,1			52,1	12,9	65,0
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres			(2,9)	(9,3)		(10,2)	3,3	(8,9)
<i>Total des gains et pertes</i>			51,2	(9,3)		41,9	16,2	58,1
Distribution de dividendes			(66,1)			(66,1)	(7,5)	(73,6)
Augmentation de capital								
Mouvements actions propres					7,6	7,6		7,6
Plus (moins)-values après impôt sur cessions d'actions propres			(0,1)			(0,1)		(0,1)
Option de souscription ou d'achat d'actions			2,2			2,2		2,2
Autres mouvements			(0,6)			(2,6)	0,9	(0,3)
AU 30 JUIN 2013	50,2	88,1	1 107,6	152,2	(83,5)	1 314,7	139,8	1 454,5

(a) Après non consolidation de Maharaja Whiteline (cf. note 2) et application rétrospective d'IAS 19R.

Notes sur les comptes consolidés résumés

CHIFFRES AU 30 JUIN 2013 EN MILLIONS D'EUROS

Le Groupe SEB, composé de SEB S.A. et de ses filiales, est l'un des leaders mondiaux de la conception, fabrication et commercialisation d'articles culinaires et de petit équipement électroménager : poêles et casseroles anti-adhésives, autocuiseurs, fers et générateurs vapeur, machines à café, bouilloires et préparateurs culinaires notamment.

La société SEB S.A. a son siège social Chemin du Petit-Bois à Écully (69130) et est cotée sur le marché Eurolist d'Euronext-Paris (code ISIN : FR0000121709 SK).

Les comptes consolidés résumés du premier semestre 2013 ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 23 juillet 2013.

NOTE 1 PRINCIPES COMPTABLES

Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2013 ont été établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire.

S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour l'établissement des états financiers annuels et doivent donc être lus en relation avec les états financiers consolidés du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012 qui figurent dans le Document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF) le 2 avril 2013. Ce document est consultable sur les sites du Groupe (www.groupeseb.com) et de l'AMF (www.amf-france.org) et il peut être obtenu auprès du Groupe à l'adresse indiquée ci-dessus.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne et applicables au 30 juin 2013, qui sont disponibles sur le site internet de la Commission européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

Ces principes comptables sont identiques à ceux appliqués pour l'établissement des états financiers consolidés annuels de 2012 à l'exception de l'impôt sur les résultats, de l'intéressement et de la participation qui

sont déterminés sur la base d'une projection de l'exercice (note 8 – Impôt sur les résultats et note 5 – Intéressement et participation). En outre, la comparabilité des comptes semestriels et annuels peut être affectée par la nature saisonnière des activités du Groupe qui réalise sur le second semestre un volume d'affaires supérieur à celui du premier semestre.

Le Groupe a adopté les normes, amendements et interprétations suivants qui sont applicables au 1^{er} janvier 2013. Leur date d'application coïncide avec celle de l'IASB :

- IFRS 13 – Évaluation de la juste valeur ;
- Amendement IAS 1 – Présentation des états financiers ;
- Amendement IAS 19 – Avantages du personnel ;
- Amendement IFRS 7 – Présentation – Compensation des actifs et passifs financiers.

Ces nouveaux textes n'ont pas eu d'incidence significative sur les résultats et la situation financière du Groupe.

Les normes et interprétations d'application facultative au 30 juin 2013 n'ont pas été appliquées par anticipation. Le Groupe n'anticipe toutefois pas d'impacts significatifs liés à l'application de ces nouveaux textes.

NOTE 2 RETRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIÈRES PUBLIÉES EN JUIN 2012

Le référentiel IFRS impose de retravailler a posteriori les périodes antérieurement publiées dans les cas suivants :

- activités répondant aux critères de la norme IFRS 5 – Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ;
- regroupements d'entreprises (comptabilisation du montant définitif de la juste valeur des actifs acquis ainsi que des passifs éventuels assumés lorsque cette juste valeur avait été déterminée de manière provisoire à la clôture précédente) ;
- changement de méthodes comptables (sous réserve de dispositions transitoires contraires lors de la première application de nouvelles normes) ;
- corrections d'erreurs.

Le Groupe a décidé au cours du second semestre 2012, d'appliquer par anticipation la norme IAS 19 révisée relative aux avantages au personnel. Cette révision de la norme interdit notamment la méthode dite du « corridor » et impose la comptabilisation immédiate des écarts actuariels dans les capitaux propres. Ainsi, les écarts actuariels non encore reconnus sont

venus augmenter les provisions pour engagements retraites et assimilés et diminuer les capitaux propres du Groupe après prise en compte des impôts différés inhérents à ces provisions. Les impacts liés à l'application de cette nouvelle norme, calculés de manière rétrospective c'est-à-dire comme si IAS 19 révisée avait été appliquée dès le 1^{er} janvier 2010, ont été présentés dans les états financiers consolidés annuels de 2012.

Cette décision ayant été prise postérieurement à la publication des comptes semestriels 2012, ceux-ci ont fait l'objet d'une modification, présentée ci-après.

Par ailleurs, comme expliqué dans le Rapport financier annuel de 2012, le Groupe avait décidé de ne pas consolider la société Maharaja Whiteline compte tenu notamment d'une fiabilité insuffisante des chiffres et du caractère peu significatif dans les agrégats du Groupe de cette entité nouvellement acquise. Dans les comptes semestriels 2012 des données chiffrées provisoires avaient été prises en compte bien que non significatives. L'impact de la non prise en compte de ces données est également présenté ci-dessous.

Principaux agrégats impactés (en millions €)	30/06/2012			
	Publié	Maharaja Whiteline	IAS 19R	Retraité
Capitaux propres de l'ensemble consolidé au 1 ^{er} janvier 2012	1 361,8		(20,0)	1 341,8
Résultat du premier semestre 2012	81,0			81,0
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ AU 30 JUIN 2012	1 388,1	(2,5)	(20,0)	1 365,6
PRODUIT DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	1 801,4	(11,4)		1 790,0
TOTAL BILAN AU 30 JUIN 2012	3 156,4	(14,0)	10,2	3 152,6
Goodwill	527,3	(51,2)		476,1
Autres participations (titres de participations)	7,5	54,9		62,4
Impôts différés actifs	58,9		10,2	69,1
Provisions non courantes	(133,1)		(30,2)	(163,3)
Dettes financières courantes	(292,7)	6,5		(286,2)

NOTE 3 ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Égypte

Le Groupe SEB a créé au 1^{er} trimestre 2013 une filiale – qu'il détient à hauteur de 75 % – avec le groupe industriel égyptien Zahran, qui a des positions de premier rang sur le marché du petit équipement de la maison en Égypte et était jusque-là le distributeur de référence du Groupe en articles culinaires. La société Groupe SEB Egypt for Household Appliances constitue la première implantation directe du Groupe SEB en Afrique et a pour objectif de donner une impulsion forte aux ventes du Groupe dans ce pays, jusque-là réalisées de façon indirecte par des distributeurs.

L'activité a démarré courant mars, a été consolidée par intégration globale mais n'a pas eu d'impact significatif dans les comptes au 1^{er} semestre (ventes de 3,6 millions d'euros).

Maharaja Whiteline

Le Groupe SEB a pris, le 16 décembre 2011, une participation majoritaire dans la société indienne Maharaja Whiteline qui est un des principaux acteurs du petit électroménager en Inde. Créée en 1976, Maharaja Whiteline est une société dont la marque est historiquement implantée dans le Nord et l'Ouest de l'Inde. Dans un marché encore très atomisé, elle fait partie des leaders avec un portefeuille de produits qui couvre plusieurs familles du Petit Équipement Domestique.

Suite à cette acquisition, le Groupe SEB détient 55 % du capital de l'entreprise, le solde restant aux mains de son fondateur, Harish Kumar et de sa famille. Harish Kumar avait été maintenu au poste de Président-Directeur Général de la société.

Le contrat d'acquisition prévoyait également une clause de complément de prix à échéance 2013 assise sur un niveau d'EBITDA des exercices 2011/2012 et 2012/2013. Ce complément de prix avait été estimé provisoirement à 2 millions d'euros dans les comptes au 30 juin 2012. Il a été ramené à 0 au cours du second semestre 2012. Par ailleurs, si la participation des fondateurs devenait inférieure à 25 % du capital, ceux-ci pourraient sortir du capital de la société au profit du Groupe SEB selon des conditions prévues par le biais d'un accord croisé revenant à un échange de *put* et de *call*.

Au 30 juin 2012, le Groupe SEB avait déterminé un *goodwill* provisoire sur la base d'un bilan provisoire à la date de l'opération. Les comptes publiés au 30 juin 2012 contenaient ainsi un *goodwill* partiel de 51,2 millions d'euros. Compte tenu notamment d'une fiabilité insuffisante des chiffres et de son caractère peu significatif dans les comptes du Groupe, il a finalement été décidé de ne pas consolider Maharaja Whiteline dans les comptes au 31 décembre 2012. Afin de présenter une information homogène, cette société est également déconsolidée des chiffres comparatifs présentés au 30 juin 2012 dans le présent Rapport (cf. note 2).

Les performances économiques de Maharaja Whiteline étant inférieures aux hypothèses retenues lors de l'acquisition des titres de la société, une dépréciation avait été comptabilisée fin décembre 2012 en autres produits et charges financiers à hauteur de 25,3 millions d'euros.

Enfin, un litige oppose actuellement le Groupe SEB à Harish Kumar, le fondateur de Maharaja Whiteline qui détient encore 45 % du capital. L'évolution de ce litige est relatée en note 15.

NOTE 4 INFORMATION SECTORIELLE

Conformément à la norme IFRS 8 – Segments opérationnels, l'information présentée ci-après pour chaque secteur opérationnel est identique à celle présentée aux principaux décideurs opérationnels (les membres du Comité

exécutif) pour l'évaluation des performances des secteurs et la prise de décision concernant l'affectation des ressources.

Les informations internes revues et utilisées par les principaux décideurs opérationnels reposent sur une présentation par zone géographique. Le Comité exécutif évalue la performance des secteurs sur la base :

■ du produit des activités ordinaires et du résultat d'exploitation ; et

■ des capitaux nets investis définis comme la somme des actifs sectoriels (*goodwill*, immobilisations corporelles et incorporelles, stocks et créances clients) et des passifs sectoriels (dettes fournisseurs, autres dettes opérationnelles et provisions).

La performance en matière de financement et de trésorerie et la fiscalité sur le résultat sont suivies au niveau du Groupe et ne sont pas allouées par secteur.

Note 4.1. PAR ZONE D'IMPLANTATION D'ACTIFS

(en millions €)	France	Autres pays d'Europe occidentale ^(a)	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Asie/Pacifique	Europe centrale, Russie et Autres pays	Transactions intra-Groupe	Total
30/06/2013								
<i>Produits des activités ordinaires</i>								
Produits inter-secteurs	261,3	321,4	193,0	193,5	450,8	291,1	0,0	1 711,0
Produits externes	333,7	35,2	0,2	3,8	442,7	5,8	(697,4)	124,2
TOTAL PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	595,0	356,5	193,2	197,3	893,5	297,0	(697,4)	1 835,2
<i>Résultat</i>								
Résultat opérationnel d'activité	23,2	7,3	(10,9)	10,4	84,8	41,0	(18,7)	137,1
Résultat d'exploitation	5,1	7,1	(11,5)	7,5	84,8	43,1	(18,7)	117,5
Résultat financier								(25,4)
Part du résultat net dans les entreprises associées								
Impôt sur résultat								(27,1)
RÉSULTAT NET								65,0
<i>Bilan consolidé</i>								
Actifs sectoriels	650,2	355,4	369,4	428,8	1 059,2	269,3	(302,3)	2 830,0
Actifs financiers								483,4
Actifs d'impôts								94,0
ACTIF TOTAL	-	-	-	-	-	-	-	3 407,4
Passifs sectoriels	399,7	238,2	68,0	98,5	242,2	106,9	(246,9)	906,5
Dettes financières								943,0
Passifs d'impôts								103,3
Capitaux propres								1 454,6
PASSIF TOTAL								3 407,4
<i>Autres informations</i>								
Investissements corporels et incorporels	33,5	3,3	2,0	12,1	10,6	0,7		62,3
Dotations aux amortissements	28,9	3,3	2,3	5,3	13,6	0,7		54,1
Pertes de valeur comptabilisées en résultat								

(a) « Autres pays d'Europe occidentale » comprend uniquement l'Europe des 15 hors France avant l'élargissement aux nouveaux pays entrants, toujours classés en « Europe centrale, Russie et Autres pays ».

Les « produits inter-secteurs » correspondent aux ventes hors Groupe réalisées par les sociétés basées dans la zone concernée.

Les « produits externes » correspondent aux ventes totales (internes au Groupe et hors Groupe), réalisées à l'extérieur de la zone par les sociétés basées dans la zone.

Toutes les transactions internes sont établies sur une base de marché, à des termes et conditions similaires à ceux qui seraient proposés à des tierces parties.

(en millions €)	France	Autres pays d'Europe occidentale ^(a)	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Asie/ Pacifique	Europe centrale, Russie et Autres pays	Transactions intra-Groupe	Total
30/06/2012								
<i>Produits des activités ordinaires ^(b)</i>								
Produits inter-secteurs	287,2	310,4	182,7	199,2	457,2	301,1	0,0	1 737,8
Produits externes	309,5	25,2	0,7	7,8	332,1	5,0	(627,9)	52,3
TOTAL PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	596,7	335,6	183,4	206,9	789,3	306,1	(627,9)	1 790,1
<i>Résultat</i>								
Résultat opérationnel d'activité	22,7	4,6	(10,3)	13,5	64,0	58,6	(10,6)	142,5
Résultat d'exploitation	10,1	0,2	(10,6)	11,9	67,2	58,4	(10,6)	126,6
Résultat financier								(14,1)
Part du résultat net dans les entreprises associées								
Impôt sur résultat								(31,5)
RÉSULTAT NET								81,0
<i>Bilan consolidé ^(b)</i>								
Actifs sectoriels	616,0	330,8	374,8	430,0	1 064,1	258,7	(255,0)	2 819,4
Actifs financiers								247,6
Actifs d'impôts								85,5
ACTIF TOTAL								3 152,6
Passifs sectoriels	368,5	201,4	53,8	100,0	210,4	109,6	(207,3)	836,4
Dettes financières								827,7
Passifs d'impôts								122,8
Capitaux propres								1 365,6
PASSIF TOTAL								3 152,6
<i>Autres informations</i>								
Investissements corporels et incorporels	29,9	2,7	1,1	7,7	17,1	3,6		62,1
Dotations aux amortissements	27,7	3,5	2,2	5,9	12,4	1,4		53,1
Pertes de valeur comptabilisées en résultat								0,0

(a) « Autres pays d'Europe occidentale » comprend uniquement l'Europe des 15 hors France avant l'élargissement aux nouveaux pays entrants, toujours classés en « Europe centrale, Russie et Autres pays ».

(b) Après non consolidation de Maharaja Whiteline (cf. note 2) et application rétrospective de IAS 19R.

(en millions €)	France	Autres pays d'Europe occidentale ^(a)	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Asie/Pacifique	Europe centrale, Russie et Autres pays	Transactions intra-Gruppe	Total
2012								
<i>Produits des activités ordinaires</i>								
Produits inter-secteurs	688,0	735,5	444,9	449,5	986,0	661,1	0,0	3 965,0
Produits externes	704,3	75,5	1,2	12,9	742,7	5,7	(1 447,6)	94,7
TOTAL PRODUIT DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	1 392,3	811,0	446,1	462,4	1 728,7	666,8	(1 447,6)	4 059,7
<i>Résultat</i>								
Résultat opérationnel d'activité *	109,3	42,3	(9,0)	37,6	136,3	111,2	(12,4)	415,4
Résultat d'exploitation	69,6	39,3	(9,4)	33,9	136,0	110,6	(12,4)	367,6
Résultat financier								(62,7)
Part du résultat net dans les entreprises associées								
Impôt sur résultat								(94,2)
RÉSULTAT NET								210,7
<i>Bilan consolidé</i>								
Actifs sectoriels	646,8	431,9	367,2	438,7	1 100,2	320,2	(308,7)	2 996,3
Actifs financiers								460,8
Actifs d'impôts								88,8
ACTIF TOTAL								3 545,9
Passifs sectoriels	426,1	278,4	66,8	104,3	274,5	119,8	(261,1)	1 008,7
Dettes financières								961,7
Passifs d'impôts								113,4
Capitaux propres								1 462,1
PASSIF TOTAL								3 545,9
<i>Autres informations</i>								
Investissements corporels et incorporels	70,7	5,8	2,6	14,0	31,7	2,7		127,5
Dotations aux amortissements	58,4	7,4	4,5	11,1	25,4	1,4		108,2
Pertes de valeur comptabilisées en résultat	(0,3)	0,0		(0,4)				(0,7)

(a) « Autres pays d'Europe occidentale » comprend uniquement l'Europe des 15 avant l'élargissement aux nouveaux pays entrants toujours classés en « Europe centrale, Russie et autres pays ».
* Anciennement marge opérationnelle.

Note 4.2. PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR ZONE DE COMMERCIALISATION

(en millions €)	30/06/2013 6 mois	30/06/2012 6 mois ^(a)	31/12/2012 12 mois
France	262,0	287,2	688,5
Autres pays d'Europe occidentale ^(b)	337,8	321,5	758,5
Amérique du Nord	197,5	187,9	457,5
Amérique du Sud	194,1	200,2	451,0
Asie/Pacifique	521,7	478,7	991,5
Europe centrale, Russie et autres pays	322,1	314,6	712,7
TOTAL	1 835,2	1 790,1	4 059,7

(a) Après non consolidation de Maharaja Whiteline (cf. note 2) et application rétrospective d'IAS 19R.

(b) « Autres pays d'Europe occidentale » comprend uniquement l'Europe des 15 hors France et avant l'élargissement aux nouveaux pays entrants toujours classés en « Europe centrale, Russie et Autres pays ».

NOTE 5 FRAIS OPÉRATIONNELS

(en millions €)	30/06/2013 6 mois	30/06/2012 6 mois ^(a)	31/12/2012 12 mois
Coût des ventes	(1 124,5)	(1 097,8)	(2 480,0)
Frais de recherche et développement	(34,6)	(31,8)	(69,8)
Publicité	(42,6)	(43,9)	(103,2)
Frais commerciaux et administratifs	(496,4)	(474,0)	(991,3)
FRAIS OPÉRATIONNELS	(1 698,1)	(1 647,5)	(3 644,3)

(a) Après non consolidation de Maharaja Whiteline (cf. note 2) et application rétrospective d'IAS 19R.

NOTE 6 INTÉRESSEMENT ET PARTICIPATION

Les charges d'intéressement et de participation du semestre sont calculées en appliquant aux charges annuelles estimées le taux d'avancement des résultats des sociétés concernées.

NOTE 7 AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

(en millions €)	30/06/2013 6 mois	30/06/2012 6 mois	31/12/2012 12 mois
Charges de restructuration	(3,3)	(2,3)	(1,9)
Dépréciation d'actifs	0,0	0,0	(1,0)
Divers et réalisation d'actifs	(0,8)	2,1	3,3
AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION	(4,1)	(0,2)	0,4

Note 7.1. CHARGES DE RESTRUCTURATION

Les charges de restructuration du premier semestre 2013 concernent essentiellement :

- un plan d'aménagement de fin de carrières pour 17 personnes sur le site de Saint-Jean-de-Bourny en France à hauteur de 1,2 million d'euros ;
- une réorganisation de notre réseau de magasins propres en Amérique du Sud ainsi que la fermeture d'une ligne de production de moteurs au Brésil pour un total de 1,8 million d'euros.

Au 30 juin 2012, les charges de restructuration concernaient la réorganisation de la filiale Colombienne pour 0,5 million d'euros et des mesures de réduction d'effectifs prises en Espagne à hauteur de 0,9 million d'euros.

Note 7.2. DÉPRÉCIATION D'ACTIFS

Compte tenu du caractère saisonnier de l'activité, le Groupe procède à la réalisation des tests de pertes de valeur lors de la clôture annuelle. Au 30 juin 2013, le Groupe a procédé à la revue des indicateurs de perte de valeur susceptibles d'entraîner une réduction de la valeur nette comptable des marques et écarts d'acquisition comptabilisés.

Aucun indice de perte de valeur n'a été identifié sur ces éléments incorporels.

Note 7.3. DIVERS ET RÉALISATION D'ACTIFS

Au premier semestre 2013, les autres produits et charges constituent une charge nette de 0,8 million d'euros qui sont essentiellement composés de frais engagés par le Groupe dans le cadre du litige avec le minoritaire en Inde (cf. paragraphe 15).

Au premier semestre 2012, la constatation ou l'extinction de divers litiges individuellement peu significatifs avaient généré un produit net de 2,1 millions d'euros.

Au 31 décembre 2012, le Groupe avait enregistré le produit de la cession d'un bâtiment en Iran à hauteur de 2,1 millions d'euros.

NOTE 8 RÉSULTAT FINANCIER

(en millions €)	30/06/2013 6 mois	30/06/2012 6 mois	31/12/2012 12 mois
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER	(15,5)	(13,8)	(29,3)
Frais financiers/avantages au personnel long terme	(2,1)	(2,9)	(6,3)
Pertes et gains de change	(2,5)	4,8	9,9
Coût des instruments financiers	(1,8)	(1,0)	(3,0)
Autres	(3,5)	(1,2)	(34,0)
AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	(9,9)	(0,3)	(33,4)

Les frais financiers sur les avantages au personnel à long terme correspondent à la différence entre la charge liée à la « désactualisation » annuelle des engagements et les rendements attendus des actifs financiers détenus en couverture de ces engagements, ainsi que des charges de « désactualisation » des autres dettes et provisions à long terme.

Les gains et pertes de change liés aux transactions commerciales en devises sont enregistrés en résultat opérationnel d'activité.

Les écarts de change sur les opérations de couverture liées au financement sont comptabilisés en résultat financier ainsi que les coûts de mise en place de ces instruments de couverture.

Au 31 décembre 2012, la ligne « Autres » contenait notamment la dépréciation des titres non consolidés Maharaja Whiteline à hauteur de 25,3 millions d'euros.

NOTE 9 IMPÔT SUR LES RÉSULTATS

La charge d'impôt du semestre est calculée en appliquant, au résultat avant impôt de la période, le taux effectif moyen estimé pour l'exercice. Ce calcul est réalisé individuellement au niveau de chaque entité fiscale consolidée.

La différence entre le taux effectif de 29,4 % et le taux normal en France de 36,1 % (identique en 2012) s'analyse comme suit :

(en %)	30/06/2013 6 mois	30/06/2012 6 mois	31/12/2012 12 mois
TAUX NORMAL D'IMPÔT	36,1	36,1	36,1
Effet des différences de taux d'imposition ^(a)	(10,5)	(9,8)	(9,4)
Pertes fiscales sans constatation d'actifs nets d'impôts différés ^(b)	0,6	1,1	2,9
Activation et utilisation de déficits fiscaux antérieurs	(1,2)	(0,8)	(0,6)
Autres ^(c)	4,4	1,4	1,9
TAUX EFFECTIF D'IMPÔT	29,4	28,0	30,9

(a) Les variations enregistrées dans l'effet des différences de taux d'imposition dépendent de la part de la France dans le résultat consolidé.

(b) Les pertes fiscales sans constatation d'actif net d'impôt différé concernent principalement les États-Unis d'Amérique.

(c) La ligne « Autres » comprend principalement des impôts de distribution et des provisions pour contrôle fiscal, et, au 31 décembre 2012, la non-déductibilité de la dépréciation des titres Maharaja (- 2,8 %).

NOTE 10 ACTIONS PROPRES

Au 30 juin 2013, le capital social est composé de 50 169 049 actions d'un nominal de 1 euro.

Au cours du premier semestre 2013, le Groupe a acquis 555 783 actions au prix moyen pondéré de 57,80 euros et a cédé sur le marché 796 716 actions au prix moyen de 49,90 euros.

Au 30 juin 2013, le Groupe détient 1 809 169 actions propres au cours moyen de 46,16 euros (2 344 834 au 30 juin 2012 au cours moyen de 43,73 euros et 2 050 102 au 31 décembre 2012 au cours moyen de 44,44 euros).

La part du Capital Social autodétenue a évolué de la façon suivante :

(en nombre d'actions)	Réalizations		
	1 ^{er} semestre 2013 6 mois	1 ^{er} semestre 2012 6 mois	Exercice 2012 12 mois
DÉTENTIONS À L'OUVERTURE	2 050 102	2 331 797	2 331 797
Achats d'actions			
Contrats de rachat	46 319	400 000	404 510
Contrats de liquidité	509 464	311 375	674 152
Ventes d'actions			
Cessions	(526 884)	(299 369)	(663 116)
Levées d'options d'achat	(269 832)	(398 969)	(697 241)
Annulations d'actions			
DÉTENTIONS À LA CLÔTURE	1 809 169	2 344 834	2 050 102

NOTE 11 AVANTAGES AU PERSONNEL

Au 30 juin 2013, le Groupe a mis à jour le taux d'actualisation utilisé pour calculer les engagements de retraite en France et en Allemagne, ces deux pays représentant 87 % de l'engagement total du Groupe.

Le taux utilisé pour ces deux pays est de 2,95 % au lieu de 3,20 % au 31 décembre 2012. Cette baisse du taux, partiellement compensée par un rendement de nos fonds supérieur au taux actuariel, se traduit par une augmentation des provisions pour retraite de 2,9 millions d'euros au 30 juin 2013.

NOTE 12 AUTRES PROVISIONS

(en millions €)	30/06/2013		30/06/2012 ^(a)		31/12/2012	
	non courantes	courantes	non courantes	courantes	non courantes	courantes
Retraite et engagements assimilés	140,5	4,2	117,7	4,6	135,0	6,6
Garantie après-vente	4,6	19,8	4,8	23,6	4,5	22,8
Litiges en cours et autres risques	31,2	15,5	33,4	15,8	34,3	16,0
Provision pour restructuration	8,2	2,9	7,4	7,6	5,9	5,0
TOTAL	184,5	42,4	163,3	51,6	179,7	50,6

(a) Après non consolidation de Maharaja Whiteline (cf. note 2) et application rétrospective d'IAS 19R.

Les provisions sont affectées en provisions courantes ou non courantes en fonction de leur part respective à moins d'un an et plus d'un an.

L'évolution des autres provisions (hors retraites et engagements assimilés) sur l'exercice s'analyse de la façon suivante :

(en millions €)	01/01/2013	Dotations	Reprises non utilisées	Utilisations	Autres mouvements ^(a)	30/06/2013
Garantie après-vente	27,3	10,3	3,4	9,5	(0,4)	24,4
Litiges en cours et autres risques	50,3	2,9	3,1	2,9	(0,5)	46,7
Provision pour restructuration	10,9	1,3	0,2	1,1	0,2	11,1
TOTAL	88,5	14,5	6,7	13,5	(0,7)	82,2

(a) Les « autres mouvements » comprennent les écarts de conversion et les mouvements de périmètre.

(en millions €)	01/01/2012	Dotations	Reprises non utilisées	Utilisations	Autres mouvements ^(a)	30/06/2012
Garantie après-vente	29,3	7,1	1,8	6,6	0,4	28,3
Litiges en cours et autres risques	54,0	5,7	6,9	4,0	0,4	49,3
Provision pour restructuration	16,6	1,5	0,2	3,5	0,5	14,9
TOTAL	99,9	14,3	8,9	14,1	1,3	92,5

(a) Les « autres mouvements » comprennent les écarts de conversion et les mouvements de périmètre.

(en millions €)	01/01/2012	Dotations	Reprises non utilisées	Utilisations	Autres mouvements ^(a)	31/12/2012
Garantie après-vente	29,3	13,8	1,3	14,7	0,2	27,3
Litiges en cours et autres risques	54,0	12,7	7,2	8,0	(1,2)	50,3
Provision pour restructuration	16,6	1,3	1,9	5,9	0,8	10,9
TOTAL	99,9	27,8	10,4	28,6	(0,2)	88,5

(a) Les « autres mouvements » comprennent les écarts de conversion et les mouvements de périmètre.

La ventilation de la provision pour restructuration est la suivante :

(en millions €)	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Frais de personnel	10,2	13,9	9,9
Frais d'arrêt	0,9	1,0	1,0
TOTAL	11,1	14,9	10,9

NOTE 13 ENDETTEMENT FINANCIER NET

(en millions €)	30/06/2013	30/06/2012 ^(a)	31/12/2012
Dette obligataire	298,5	298,5	298,5
Dettes bancaires	46,8	32,1	49,8
Dettes leasing	2,3	2,4	2,0
Autres dettes financières (y compris placements privés)	267,6	164,3	267,8
Participation des salariés	34,3	36,6	35,4
DETTES FINANCIÈRES NON COURANTES	649,5	533,9	653,6
Dettes bancaires	61,7	103,3	81,3
Billets de trésorerie	90,0	170,0	90,0
Part à moins d'un an des dettes à long terme	133,1	12,9	127,3
DETTES FINANCIÈRES COURANTES	284,8	286,2	298,6
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	934,3	820,1	952,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets	(416,0)	(170,0)	(398,7)
Instruments dérivés (nets)	(1,8)	(1,8)	2,4
ENDETTEMENT FINANCIER NET	516,5	648,3	555,9

(a) Après non consolidation de Maharaja Whiteline (cf. note 2) et application rétrospective d'IAS 19R.

L'endettement financier net comprend l'ensemble des dettes financières courantes et non courantes diminuées de la trésorerie et équivalents de trésorerie ainsi que des instruments dérivés liés au financement du Groupe qui ont une échéance inférieure à un an et sont cessibles facilement.

NOTE 14 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS**Note 14.1. INSTRUMENTS FINANCIERS**

(en millions €)	30/06/2013		Ventilation par catégorie d'instruments				
	Valeur comptable	Juste valeur	Juste valeur par résultat (hors dérivés)	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Actifs							
Autres participations – hors Maharaja	8,8	8,8		8,8			
Autres actifs financiers non courants	10,9	10,9			10,9		
Autres actifs non courants	5,4	5,4			5,4		
Clients	533,4	533,4			533,4		
Autres créances courantes hors charges constatées d'avance	104,9	104,9			104,9		
Instruments dérivés	17,9	17,9					17,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	416,0	416,0	416,0				
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS	1 097,3	1 097,3	416,0	8,8	654,6	0,0	17,9
Passifs							
Emprunts et dettes financières non courantes	649,5	668,4				668,4	
Autres passifs non courants	33,4	33,4				33,4	
Fournisseurs	445,1	445,1				445,1	
Autres passifs courants	201,1	201,1				201,1	
Instruments dérivés	8,8	8,8					8,8
Dettes financières courantes	284,8	284,8				284,8	
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS	1 622,7	1 641,6	0,0	0,0	0,0	1 632,8	8,8

La juste valeur des créances clients et autres créances courantes (actifs détenus jusqu'à l'échéance) est équivalente à leur valeur comptable compte tenu de leur échéance à court terme.

Les actifs financiers non courants comprennent des titres de participations non consolidés, certaines créances afférentes ainsi que des créances dont l'échéance est supérieure à un an.

Ces actifs financiers sont maintenus au bilan à leur coût d'acquisition, représentatif de leur juste valeur, en l'absence d'un marché actif.

Les emprunts et dettes financières, en l'absence de prix coté sur un marché actif, sont évalués à partir des flux de trésorerie futurs, emprunt par emprunt, en actualisant ces flux à la date de clôture sur la base du taux observé sur le marché à la clôture pour des types d'emprunts similaires et en tenant compte du *spread* moyen émetteur du Groupe.

Les autres passifs financiers comprennent essentiellement des dettes fiscales et sociales dont l'échéance est à court terme.

Note 14.2. INFORMATIONS SUR LES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS COMPTABILISÉS EN JUSTE VALEUR

Conformément à l'amendement d'IFRS 7, le tableau suivant présente les éléments comptabilisés en juste valeur par classe d'instruments financiers selon la hiérarchie suivante :

- niveau 1 : instrument coté sur un marché actif ;
- niveau 2 : évaluation faisant appel à des techniques de valorisations simples s'appuyant sur des données de marché observables ;
- niveau 3 : évaluation faisant appel à des données non observables sur le marché.

(en millions €)	30/06/2013			
	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs				
Instruments dérivés	17,9		17,9	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	416,0	416,0		
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS COMPTABILISÉS EN JUSTE VALEUR	433,9	416,0	17,9	0,0
Passifs				
Instruments dérivés	8,8		8,8	
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR	8,8	0,0	8,8	0,0

Le portefeuille d'instruments financiers dérivés utilisés par le Groupe dans le cadre de sa gestion des risques comporte principalement des ventes et achats à terme de devises, des *swaps* de change et des *swaps* sur matières

premières. La juste valeur de ces contrats est déterminée à l'aide de modèles internes de valorisation basés sur des données observables et peut-être considérée de niveau 2.

NOTE 15 FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

Lors du Conseil d'administration de Maharaja Whiteline Industries Private Limited du 21 novembre 2012, les administrateurs représentant le Groupe SEB, qui disposent de la majorité des voix au Conseil, ont constaté que le dirigeant, Harish Kumar, accumulait des fautes de gestion et des manquements dans l'exercice de ses fonctions qui se traduisaient par des performances économiques et financières qui se dégradaient fortement et brutalement par rapport aux plans d'affaires convenus en commun.

Ils ont alors décidé de lui retirer son mandat de dirigeant pour mettre en place une nouvelle équipe dirigeante. Harish Kumar s'est dans un premier temps plié à cette décision.

Un mois plus tard, Harish Kumar a engagé une procédure de référé devant la High Court de Delhi contestant aussi bien les conditions que les motifs de sa révocation, qui s'est traduite par une décision intérimaire gelant la

décision de révocation et enjoignant le Groupe SEB de produire ses pièces justifiant de la validité de la décision prise en Conseil le 21 novembre 2012.

Le Groupe SEB a déposé ses conclusions le 5 janvier 2013 et les auditions des parties ont commencé en février pour se clore le 23 avril 2013.

Le juge a rendu son délibéré le 19 juillet 2013 et a rejeté toutes les demandes d'Harish Kumar, ce qui a pour effet de restaurer le Groupe SEB dans la situation prévalant le 21 novembre 2012. Cette décision sera susceptible de recours dans les semaines qui viennent, lorsque le jugement écrit aura été délivré, mais le Groupe SEB entend faire prévaloir au plus tôt ses prérogatives de management de la société.

Aucune autre évolution significative n'est intervenue au cours du premier semestre 2013 concernant les litiges dans lesquels le Groupe est impliqué.

NOTE 16 TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Il n'y a aucune autre transaction significative sur la période avec des parties liées, ni d'évolution quant à la nature des transactions telles que décrites dans la note 31 du Document de référence 2012.

NOTE 17 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

À la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration, le 23 juillet 2013, en dehors du jugement de 1^{re} instance rendu dans le litige opposant le Groupe SEB à Harish Kumar décrit dans la note 15, aucun autre événement significatif n'est intervenu.

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2013

PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2013

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société SEB SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne – relative à l'information financière intermédiaire.

II. VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Lyon et Villeurbanne, le 24 juillet 2013

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Nicolas BRUNETAUD

Deloitte & Associés

Gérard BADIN

Déclaration de la personne physique responsable du Rapport financier semestriel

J'atteste, qu'à ma connaissance,

- les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation ;
- le Rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus au cours des six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes, des principales transactions avec les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Écully, le 24 juillet 2013

Le Président-Directeur Général



Thierry de La Tour d'Artaise

GROUPE
SEB



Les 4 M - Chemin du Petit Bois - BP 172
69134 Ecully Cedex France
+33 (0)4 72 18 18 18
www.groupeseb.com